

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

28 JANVIER 2011

Proposition de loi spéciale modifiant l'article 73 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 10bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en ce qui concerne l'exercice des affaires courantes dans les régions et communautés

(Déposée par M. Richard Miller)

DÉVELOPPEMENTS

1. La situation des gouvernements de région ou de communauté après les élections régionales

Les Parlements des régions et communautés connaissent un régime de parlementarisme rationalisé, souvent conçu en fonction des coutumes constitutionnelles et principe généraux en vigueur au niveau fédéral.

L'équilibre entre le Parlement et le gouvernement est traduit dans des règles qui instaurent un mécanisme de responsabilité politique du gouvernement devant le Parlement.

Les élections régionales constituent un moment particulier dans le contrôle de l'action du gouvernement. Depuis les années 70, le Conseil d'État a construit une jurisprudence sur la nécessité du contrôle parlementaire de l'action du gouvernement et la nécessité de restreindre l'action gouvernementale quand elle n'est plus soumise au contrôle parlementaire. Cette construction est appelée « affaires courantes »; elle est consacrée dans la loi spéciale du 8 août 1980 pour ce qui concerne les gouvernements des communautés et régions (1).

(1) Aux termes de l'article 70 de la loi spéciale du 8 août 1980, « le gouvernement de même que chacun de ses membres est responsable devant le parlement » et selon l'article 73, alinéa 2, de la même loi, « tant qu'il n'a pas été remplacé, le gouvernement démissionnaire expédie les affaires courantes »; voir à ce sujet P. Lauvaux, *Parlementarisme rationalisé et stabilité du pouvoir exécutif*, Bruxelles, Bruylant, 1988, p. 217 et suiv.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

28 JANUARI 2011

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 73 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 10bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, wat het afhandelen van lopende zaken in de gemeenschappen en gewesten betreft

(Ingediend door de heer Richard Miller)

TOELICHTING

1. De toestand van de gemeenschaps- en gewestregeringen na de regionale verkiezingen

De parlementen van de gemeenschappen en gewesten kennen een gerationaliseerd parlementair stelsel, dat op vele vlakken is ingegeven door de grondwettelijke gewoonten en algemene beginselen van het federale niveau.

Het evenwicht tussen het Parlement en de regering is vervat in regels die de regering politiek verantwoordelijk stellen ten aanzien van het Parlement.

Regionale verkiezingen zijn een bijzonder moment voor de controle op de regering. Sinds de jaren 70 heeft de Raad van State rechtspraak ontwikkeld over de noodzaak van een parlementaire controle op het regeringsbeleid, en van een beperking van dat regeringsbeleid wanneer het niet langer aan een parlementaire controle is onderworpen. Deze constructie heet « lopende zaken », en is, wat de gemeenschaps- en gewestregeringen betreft, vastgelegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (1).

(1) Artikel 70 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 luidt als volgt: « De regering, evenals elk lid ervan, is verantwoordelijk ten aanzien van het Parlement », en artikel 73, tweede lid, van dezelfde wet bepaalt: « Zolang de ontslagnemende regering niet is vervangen, handelt zij de lopende zaken af »; zie hierover P. Lauvaux, *Parlementarisme rationalisé et stabilité du pouvoir exécutif*, Brussel, Bruylant, 1988, blz. 217 e.v.

Récemment, le Conseil d'État a rappelé dans un arrêt important que le lendemain de l'élection régionale, le gouvernement régional ou communautaire n'est plus soumis au contrôle parlementaire et doit limiter son action à l'expédition des affaires courantes : « Considérant que si le gouvernement wallon n'a démissionné que le 23 juin 2009 et si sa compétence n'a été formellement limitée aux affaires courantes que ce jour-là, en application de l'article 73, il n'en reste pas moins qu'aucun contrôle parlementaire ne pouvait s'exercer sur son activité pendant la période où le parlement n'était pas en mesure de se réunir; que s'il n'existe pas d'acte formel de dissolution du parlement dans le droit des communautés et des régions, il est hors de doute qu'une assemblée ne peut plus se réunir après qu'ont eu lieu les élections destinées à la renouveler; que le gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses pouvoirs pendant la période au cours de laquelle il est privé de sa base parlementaire et échappe au contrôle de l'assemblée élue; que ce gouvernement, à l'instar d'un gouvernement démissionnaire, peut uniquement expédier les affaires courantes, notion qui recouvre trois catégories d'affaires, à savoir les affaires de gestion journalière, les affaires d'intérêt plus qu'ordinaire, encore que ne concernant pas des « affaires de gouvernement », et les affaires urgentes (1); »

Cet arrêt doit être confronté une pratique qui consiste à ne démissionner que le jour de la réunion du Parlement nouvellement élu (2).

La présente proposition vise à empêcher de croire que cette pratique puisse avoir un quelconque effet sur les pouvoirs dont est investi le gouvernement, après la date des élections et avant la réunion de l'assemblée nouvellement élue.

Au niveau fédéral, la coutume veut que le premier ministre remette au Roi la démission de son gouvernement le lendemain d'une élection fédérale (3).

De Raad van State heeft er onlangs in een belangrijk arrest aan herinnerd dat de gewest- of gemeenschapsregering de dag na een regionale verkiezing niet langer onderworpen is aan de parlementaire controle, en dat zij zich dus moet beperken tot het afhandelen van lopende zaken : « *Considérant que si le gouvernement wallon n'a démissionné que le 23 juin 2009 et si sa compétence n'a été formellement limitée aux affaires courantes que ce jour-là, en application de l'article 73, il n'en reste pas moins qu'aucun contrôle parlementaire ne pouvait s'exercer sur son activité pendant la période où le parlement n'était pas en mesure de se réunir; que s'il n'existe pas d'acte formel de dissolution du parlement dans le droit des communautés et des régions, il est hors de doute qu'une assemblée ne peut plus se réunir après qu'ont eu lieu les élections destinées à la renouveler; que le gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses pouvoirs pendant la période au cours de laquelle il est privé de sa base parlementaire et échappe au contrôle de l'assemblée élue; que ce gouvernement, à l'instar d'un gouvernement démissionnaire, peut uniquement expédier les affaires courantes, notion qui recouvre trois catégories d'affaires, à savoir les affaires de gestion journalière, les affaires d'intérêt plus qu'ordinaire, encore que ne concernant pas des « affaires de gouvernement », et les affaires urgentes (1); »*

Dit arrest moet worden gelezen in het licht van de gangbare praktijk bij de gewesten en gemeenschappen, die erin bestaat dat een regering slechts ontslagnemend is vanaf de dag waarop het nieuw verkozen Parlement vergadert (2).

Dit voorstel wil duidelijk maken dat deze praktijk geen enkel gevolg heeft voor de bevoegdheden van de regering in de periode tussen de verkiezingen en de eerste vergadering van de nieuwe assemblee.

Op federaal niveau is het de gewoonte dat de eerste minister reeds de dag na de federale verkiezingen aan de Koning het ontslag van zijn regering aanbiedt (3).

(1) Conseil d'État, arrêt 197 522 du 29 octobre 2009, page 6.

(2) CRI, Parl. W, 23 juin 2009; CRI, PCF, 30 juin 2009; CRI, PRB, 23 juin 2009.

(3) R. Senelle, E. Clément, E. Van de Velde, *À l'attention de sa majesté le Roi, la monarchie constitutionnelle et le régime parlementaire en Belgique*, Mols, 2006, page 234.

(1) Raad van State, arrest 197 522 van 29 oktober 2009, blz. 6.

(2) CRI, Parl. W, 23 juni 2009; CRI, PCF, 30 juni 2009; CRI, PRB, 23 juni 2009.

(3) R. Senelle, E. Clément, E. Van de Velde, *À l'attention de sa majesté le Roi, la monarchie constitutionnelle et le régime parlementaire en Belgique*, Mols, 2006, blz. 234.

2. Les conséquences des affaires courantes sur l'installation de suppléants des membres de gouvernements

Si cette pratique régionale et communautaire est sans effet sur les pouvoirs dont dispose l'exécutif, le Conseil d'État l'a rappelé, une conséquence étrange a été tirée au Parlement bruxellois de l'absence de démission formelle du gouvernement: l'assemblée installe un suppléant pour chaque ministre et secrétaire d'État élu dans son assemblée pendant la durée qui sépare l'installation du Parlement de l'élection du gouvernement.

Aucune autre assemblée ne connaît pareille installation pendant la durée des affaires courantes.

En principe, les ministres et secrétaires d'État qui sont choisis parmi les élus d'une assemblée sont remplacés pour la durée de leurs fonctions par un suppléant, dans toutes les assemblées du pays (1).

Au niveau du pouvoir fédéral, les ministres qui expédient les affaires courantes suite à la démission du gouvernement après un renouvellement du Parlement fédéral, concilient ce mandat avec celui de membre de l'assemblée fédérale ou régionale et communautaire.

Toutefois, pendant la durée des affaires courantes après une élection, ils concilient leur fonction de membre du gouvernement en affaire courantes et un mandat de membre de la Chambre ou du Sénat (2). Il en va de même des ministres et secrétaires régionaux par rapport aux chambres fédérales.

(1) Pour la Chambre et le Sénat, le siège de la matière est l'article 50 de la Constitution, complété par la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres et ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives; l'article 1er bis de la loi du 6 août 1931 dispose: «Le membre de la Chambre des représentants ou le sénateur élu directement qui cesse de siéger par suite de sa nomination en qualité de ministre ou de secrétaire d'État du gouvernement fédéral ou par suite de son élection en qualité de ministre ou de secrétaire d'État d'un Gouvernement régional ou communautaire, est remplacé par le premier suppléant en ordre utile de la liste sur laquelle il a été élu. Le sénateur coopté qui cesse de siéger par suite de sa nomination en qualité de ministre ou de secrétaire d'État du gouvernement fédéral ou par suite de son élection en qualité de ministre ou de secrétaire d'État d'un Gouvernement régional ou communautaire, est remplacé par le candidat désigné à cette fin conformément à l'article 221 du Code électoral (...)».

(2) Article 1^{er} bis, al. 3: «Cependant, le ministre ou le secrétaire d'État d'un Gouvernement fédéral qui a présenté sa démission au Roi, ou le ministre ou le secrétaire d'État d'un Gouvernement régional ou communautaire démissionnaire peut, après renouvellement intégral des Chambres législatives, concilier sa fonction de ministre ou de secrétaire d'État d'un Gouvernement fédéral, régional ou communautaire avec le mandat de membre de l'une des deux Chambres jusqu'au moment où le Roi a statué définitivement sur la démission du gouvernement fédéral ou qu'il a été procédé à une nouvelle élection du gouvernement régional ou communautaire.»

2. De gevolgen van lopende zaken voor de benoeming van opvolgers van regeringsleden

Hoewel deze praktijk bij de gemeenschappen en gewesten geen gevolgen heeft voor de bevoegdheden van de uitvoerende macht, heeft het Brussels Parlement een vreemde conclusie getrokken uit het feit dat de regering niet meteen formeel ontslag neemt: het Parlement stelt een opvolger aan voor elke minister en staatssecretaris die in de assemblee wordt verkozen voor de periode tussen de vorming van het Parlement en de verkiezing van de regering.

Geen enkele andere assemblee kent een dergelijke aanstelling tijdens lopende zaken.

In principe, en in alle parlementen van het land, worden de onder de verkozenen van een assemblee gekozen ministers en staatssecretarissen voor de duur van hun ambt vervangen door een opvolger (1).

Federale ministers die lopende zaken afhandelen na een vernieuwing van het federale Parlement en het ontslag van de regering, verenigen dit ambt met het mandaat van lid van het federale, gemeenschaps- of gewestparlement.

Voor de duur van de lopende zaken na verkiezingen verenigen zij hun ambt van lid van de regering van lopende zaken met een mandaat van lid van de Kamer of de Senaat (2). Hetzelfde geldt voor ministers en staatssecretarissen van de gemeenschappen en gewesten ten opzichte van de federale kamers.

(1) Voor Kamer en Senaat wordt deze aangelegenheid geregeld in artikel 50 van de Grondwet, aangevuld met de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van staat, alsmede de leden en gewezen leden van de wetgevende kamers. Artikel 1bis van de wet van 6 augustus 1931 luidt als volgt: «Een lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers of een rechtstreeks gekozen senator die ophoudt zitting te hebben ten gevolge van zijn benoeming tot minister of staatssecretaris van de federale regering of zijn verkiezing tot minister of staatssecretaris van een gewest- of gemeenschapsregering, wordt vervangen door de eerst in aanmerking komende opvolger van de lijst waarop hij gekozen is. Een gecoöpteerd senator die ophoudt zitting te hebben ten gevolge van zijn benoeming tot minister of staatssecretaris van de federale regering of zijn verkiezing tot minister of staatssecretaris van een gewest- of gemeenschapsregering, wordt vervangen door de kandidaat die overeenkomstig artikel 221 van het Kieswetboek daartoe wordt aangewezen (...)».

(2) Artikel 1bis, derde lid: «Een minister of een staatssecretaris van een federale regering die aan de Koning haar ontslag heeft aangeboden of een minister of een staatssecretaris van een ontslagnemende gewest- of gemeenschapsregering kan echter, na de algehele vernieuwing van de Wetgevende Kamers, zijn ambt van minister of staatssecretaris van een federale regering of van een gewest- of gemeenschapsregering verenigen met het mandaat van lid van een van beide Kamers tot op het ogenblik waarop de Koning over dat ontslag een definitieve beslissing heeft genomen of waarop een nieuwe gewest- of gemeenschapsregering is gekozen.»

Par rapport au Parlement flamand, au Parlement wallon et au Parlement de la Communauté française, la loi spéciale du 8 août 1980 a prévu que chaque Parlement peut prévoir par décret un système de remplacement pendant la durée des fonctions ministérielles et de reprise des fonctions parlementaires après avoir démissionné de ses fonctions de ministres (1). Les membres du gouvernement sont donc remplacés par un suppléant, sauf lorsqu'ils expédient les affaires courantes après avoir démissionné.

À Bruxelles, toutefois, le Parlement a interprété différemment l'article 10*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989, antérieur à la réforme constitutionnelle de 1993 qui a mis en place ce système dans les autres entités et au niveau fédéral.

Après l'élection régionale bruxelloise, les ministres et secrétaires d'État (élus au sein du Parlement régional) sont remplacés par un suppléant, même pendant la période où ils expédient les affaires courantes. Il est argué implicitement que le gouvernement n'a pas démissionné; or, le Conseil d'État rappelle que le gouvernement doit être considéré comme démissionnaire et limiter son action pendant cette période.

En outre, même si le gouvernement a cru bon de ne pas déposer sa démission formellement, il n'y a aucune raison d'installer des suppléants pour une période — en principe, limitée dans le temps — où le Parlement, en outre, ne se réunit pas avant de pouvoir procéder à l'élection d'un gouvernement.

Le Parlement bruxellois a désigné le 23 juin 2009 des suppléants pour chaque ministre du gouvernement bruxellois et du gouvernement de la Communauté française (2), élu au sein du Parlement bruxellois; il a renoncé — implicitement vu leur absence à la séance d'installation — à désigner des suppléants pour les ministre et secrétaire d'État du gouvernement fédéral, élus au sein du Parlement régional.

Le Parlement wallon n'a pas installé de suppléants de ses ministres chargés d'expédier les affaires courantes, et a acté la démission du gouvernement wallon avec effet le 23 juin 2009.

De même, le Parlement de la Communauté française (PCF) n'a pas installé de suppléants pour les ministres de son gouvernement (3), suivant en cela le Parlement wallon, mais a procédé à l'installation de suppléants pour les ministres lors de l'installation du gouvernement, lors de la seconde séance de la session.

(1) En son article 49, § 2.

(2) Le gouvernement de la Communauté française a démissionné lui le 30 juin.

(3) Voir *CRI* du PCF du 30 juin.

Voor het Vlaams Parlement, het Waals Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap bepaalt de bijzondere wet van 1980 dat elk Parlement bij decreet kan beslissen over een stelsel van vervanging voor de duur van het ministerambt, en van hervatting van de functie van Parlements lid na het ontslag als minister (1). Regeringsleden worden dus vervangen door een opvolger, behalve wanneer zij na hun ontslag lopende zaken afhandelen.

In Brussel heeft het Parlement echter een andere interpretatie gegeven aan artikel 10*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989, die voorafgaat aan de grondwetsherziening van 1993 waarbij dit stelsel werd toegepast in de andere deelstaatparlementen en op het federale niveau.

Na Brusselse regionale verkiezingen worden ministers en staatssecretarissen (die verkozen zijn in het gewestelijk Parlement) vervangen door een opvolger, zelfs in de periode van de lopende zaken. Impliciet wordt daarmee aangegeven dat de regering geen ontslag heeft genomen. De Raad van State herinnert er echter aan dat de regering op dat ogenblik als ontslagnemend moet worden beschouwd en slechts een beperkt aantal bevoegdheden kan uitoefenen.

Zelfs als de regering het niet nodig vond om formeel haar ontslag in te dienen, is er geen enkele reden om opvolgers aan te stellen voor een periode die in principe beperkt is in de tijd, en waarin het Parlement bovendien niet vergadert alvorens te kunnen overgaan tot de verkiezing van een regering.

Het Brussels Parlement heeft op 23 juni 2009 opvolgers aangeduid voor elke minister van de Brusselse regering en van de Franse Gemeenschapsregering (2) die in het Brussels Parlement werden verkozen. Het heeft — impliciet, gelet op hun afwezigheid tijdens de installatievergadering — afgezien van de aanduiding van opvolgers voor de minister en staatssecretaris van de federale regering die in het gewestelijk Parlement werden verkozen.

Het Waals Parlement heeft geen opvolgers aangewezen voor zijn ministers die de lopende zaken afhandelen, en heeft akte genomen van het ontslag van de Waalse regering met ingang van 23 juni 2009.

Ook het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft, net zoals het Waals Parlement, geen opvolgers aangewezen voor de ministers van haar regering (3), maar wel bij de aanstelling van de regering tijdens de tweede vergadering.

(1) In artikel 49, § 2.

(2) De Franse Gemeenschapsregering heeft op 30 juni ontslag genomen.

(3) Zie *CRI* van het Parlement van de Franse Gemeenschap van 30 juni.

L'article 10*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 prévoit d'ailleurs que le membre du gouvernement qui a présenté sa démission peut, après un renouvellement intégral, concilier sa fonction avec le mandat de membre du Parlement jusqu'à l'élection du nouveau gouvernement.

C'est en se basant sur le fait que le gouvernement n'avait pas démissionné au jour de l'installation du Parlement (1), que l'assemblée bruxelloise a installé des suppléants tant pour les membres du gouvernement bruxellois que pour suppléer le membre du gouvernement de la Communauté française.

À suivre les événements du mois de juin 2009, le fait pour un gouvernement de ne pas démissionner après les élections lui permet de ne pas se limiter à expédier les affaires courantes et d'installer des suppléants dans un Parlement qui n'est pas appelé à se réunir (2).

Il convient donc d'en revenir aux règles telles qu'elles étaient conçues dans l'équilibre du parlementarisme rationalisé de la loi du 8 août 1980 : le lendemain de l'élection, le gouvernement présente sa démission et expédie les affaires courantes.

Les membres du gouvernement concilient leur mandat de parlementaire éventuel avec le mandat de ministre chargé des affaires courantes.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article fixe la base constitutionnelle.

Article 2

Cet article complète l'article 73 de la loi spéciale en rappelant que le lendemain d'une élection, le gouvernement est démissionnaire, et par là même limite son action à expédier les affaires courantes. Il est applicable au Parlement bruxellois par renvoi de l'article 36 de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

Article 3

Cet article vise à empêcher toute mauvaise interprétation de l'article 10*bis* de la loi spéciale sur les institutions bruxelloises : les mots « qui a présenté sa

(1) Il n'a retenu que l'alinéa 1^{er} de l'article 10*bis*, et pas l'alinéa 2.

(2) On notera au passage que dans un cas, un suppléant a été installé qui n'a été installé comme membre du Parlement que pour une seule séance.

Artikel 10*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 bepaalt trouwens dat het lid van de regering dat ontslag heeft genomen na een volledige vernieuwing van het Parlement, dat ambt kan verenigen met het mandaat van Parlements lid tot de verkiezing van de nieuwe regering.

De Brusselse assemblee heeft zich beroepen op het feit dat de regering geen ontslag had genomen op de dag van de installatie van het Parlement (1) om opvolgers aan te wijzen voor zowel de leden van de Brusselse regering als het lid van de regering van de Franse Gemeenschap.

Afgaande op de gebeurtenissen van juni 2009 is het voor een regering die geen ontslag neemt na de verkiezingen dus mogelijk om zich niet tot lopende zaken te beperken en om opvolgers te benoemen in een Parlement dat niet moet vergaderen (2).

Het is dan ook aangewezen om terug te keren naar de regels die zorgden voor evenwicht in het gerationaliseerde parlementaire stelsel van de wet van 8 augustus 1980 : de dag na de verkiezingen dient de regering haar ontslag in en handelt zij de lopende zaken af.

De regeringsleden verenigen hun mogelijk parlementair mandaat met het ambt van minister belast met lopende zaken.

ARTIKELSGEWIJZE COMMENTAAR

Artikel 1

Dit artikel stelt de grondwettelijke grondslag vast.

Artikel 2

Dit artikel vult artikel 73 van de bijzondere wet aan en bepaalt dat de regering de dag na de verkiezingen ontslagnemend is, waardoor zij zich beperkt tot het afhandelen van de lopende zaken. Het is van toepassing op het Brussels Parlement door de verwijzing in artikel 36 van de bijzondere wet van 12 juni 1989.

Artikel 3

Dit artikel wil een verkeerde interpretatie voorkomen van artikel 10*bis* van de bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen. De woorden

(1) Zij heeft alleen rekening gehouden met het eerste lid van artikel 10*bis*, en niet met het tweede.

(2) Wij vermelden terloops het geval van een opvolger die slechts voor één zitting als Parlements lid werd benoemd.

démission» sont redondants puisqu'après un renouvellement intégral, le gouvernement est nécessairement démissionnaire comme le rappelle l'ajout à l'article 73 de la loi du 8 août 1980 qui s'applique à Bruxelles. Rien n'empêche bien entendu le Parlement de procéder à l'élection d'un gouvernement dès sa séance d'installation. Dans la pratique, c'est lors d'une seconde réunion que le Parlement désigne les membres du gouvernement.

Richard MILLER.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi spéciale règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

L'article 73 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

«Le lendemain du renouvellement intégral du Parlement, le gouvernement est démissionnaire.»

Art. 3

À l'article 10*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots «qui a présenté sa démission» sont supprimés;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots «qui a présenté sa démission» sont supprimés.

18 novembre 2010.

Richard MILLER.

«die ontslag heeft genomen» zijn overbodig aangezien de regering noodzakelijkerwijze ontslagnemend is na een volledige vernieuwing, zoals wordt aangegeven in de toevoeging bij artikel 73 van de wet van 8 augustus 1980, die op Brussel van toepassing is. Het staat het Parlement natuurlijk vrij een regering te verkiezen tijdens zijn installatievergadering. In de praktijk wijst het Parlement de leden van de regering tijdens een tweede vergadering aan.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 73 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

«De dag na de volledige vernieuwing van het Parlement is de regering ontslagnemend.»

Art. 3

In artikel 10*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden «die ontslag heeft genomen» geschrapt;

2^o in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden «dat ontslag heeft genomen» geschrapt.

18 november 2010.